

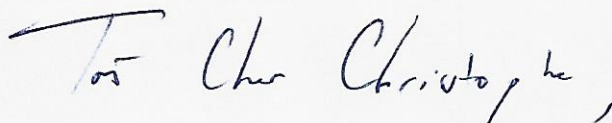
Fabrice LE VIGOUREUX  
Député du Calvados

Ministères Écologie Énergie Territoires  
A l'attention de Monsieur Christophe BECHU  
Ministre de la Transition écologique et de la  
Cohésion des territoires  
246 Boulevard Saint-Germain  
75700 Paris

A Caen le 14 mars 2023

**Objet :** indice de réparabilité et obtention du label QualiRépar

Monsieur Le Ministre,



Lors de mon précédent mandat, j'ai voté avec beaucoup de conviction la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire. J'ai d'ailleurs pu apprécier, au cours de nombreuses rencontres sur ma circonscription, qu'elle était très bien accueillie, tant par les usagers que par les professionnels des secteurs concernés. Certes, elle induit des changements de pratiques mais même si les modalités de sa mise en œuvre n'étaient pas encore détaillées, elle suscitait déjà de l'adhésion.

Plus récemment, j'ai été alerté à propos du déploiement du label QualiRépar au cours d'une réunion avec Messieurs Bruno Choix, président de la Chambre des métiers et de l'artisanat de Normandie, Marc Millet, Chargé de Mission Gouvernance de la CMA Normandie, Laurent Chéron, élu à la CMA et gérant de l'entreprise Chéron & fils, et Joël Couret, Délégué à la promotion de la réparation auprès de FEDELEC. Je sais que les représentants de ces organisations ont déjà alerté le Ministère sur le fait que la label QualiRépar semblait inadapté, dans sa mise en œuvre, aux réalités administratives et financières des petites structures. Ils défendent par ailleurs que la réparation soit assurée par des réparateurs dont c'est le métier et qui exercent cette activité de façon ordinaire, et pas au travers de guichets qui sous-traiteraient, parfois à plusieurs kilomètres du lieu de dépôt de l'objet à réparer, augmentant ainsi le bilan carbone ou le coût financier de l'opération.

Ces échanges avec ces interlocuteurs ont attiré la vigilance des services de votre Ministère, qui ont admis d'autoriser trois mois pleins supplémentaires aux éco-organismes pour démarrer leur labélisation, puis de faire un bilan, début avril, pour en tirer les conséquences. Les points d'attention porteront notamment sur la progression de la trajectoire de labélisation et la trajectoire de dépense de l'enveloppe. Pour l'instant, le bilan du seul mois de janvier est en deçà de la trajectoire, mais il s'agissait du premier mois. Il faut peut être y lire un effet d'amorçage du dispositif.

Attentif aussi bien au fait que l'offre sur le territoire ne concerne pas seulement les pôles urbains, qu'au fait que le métier de réparateur garde un sens effectif dans le cadre de la labellisation QualiRépar, j'espère que les professionnels de la réparation pourront trouver leur place dans ce dispositif. La simplification administrative et le fait de ne labelliser que des structures qui

Fabrice LE VIGOUREUX  
Député du Calvados

répareront sans externaliser pourrait largement répondre aux attentes de tout un secteur dont nous ne pouvons nous priver des compétences. Si les véritables réparateurs engagés dans le dispositif ne deviennent pour l'essentiel que des sous-traitants, de réelles inquiétudes se poseront alors en termes de compétences mobilisables, tant pour l'attractivité de ces métiers que pour assurer des délais de réparation qui seraient alors raisonnables.

Sachant votre attention déjà portée sur ce sujet, je vous remercie de me tenir informé de l'évolution de la mise en œuvre de ce label et vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Bi. F. L.

Fabrice LE VIGOUREUX  
Député du Calvados

